

ÉDITO

Le tsar est-il mort ?

Par Bertrand Besancenot



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar

en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

« la stabilité du plus grand pays du monde » ou « la fidélité des élites » après la (dernière ?) symphonie de Wagner ? Le « cuisinier de Poutine » a levé le voile sur la réalité de la Russie d'aujourd'hui : un empire déliquessent et décadent traversé par des luttes intestines entre seigneurs de guerre, que le tsar n'est plus en mesure de contrôler. À l'ombre de la guerre en Ukraine se joue l'avenir de cette Russie nucléaire, de plus en plus instable et de moins en moins européenne.

Le tsar n'est plus. Il est encore là, peut-être même pour quelque temps, mais il n'est plus le tsar.

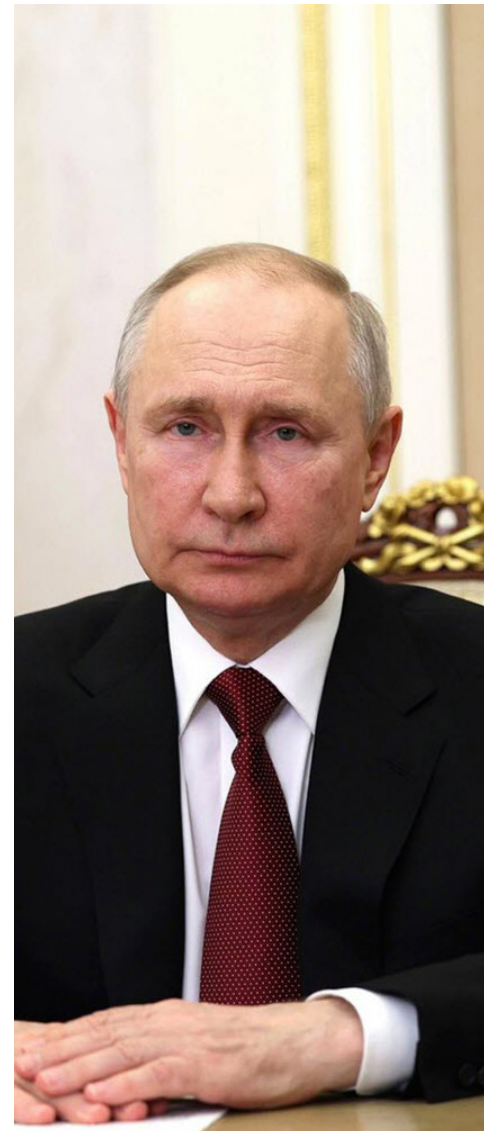
Peut-il le redevenir ? Sept ans après avoir survécu à un coup d'État, son rival préféré, Recep Tayyip Erdogan, apparaît plus fort que jamais. L'histoire est insolente et il faut toujours s'en méfier. Le contexte dans lequel se trouve aujourd'hui la Russie semble toutefois beaucoup plus délicat. En dépit de sa rhétorique, le président turc n'était pas lourdement sanctionné par les Occidentaux et ne menait pas une guerre existentielle et de grande ampleur à ses frontières.

Le risque pour Vladimir Poutine, c'est de devenir le nouveau Bachar el-Assad, celui d'avant la récente réhabilitation arabe. Celui qui n'était plus maître de son destin et qui ne doit sa survie qu'à l'intervention des uns (russes et iraniens) et l'apathie des autres (Occidentaux). Le tsar n'a plus les cartes en main. Son destin dépend désormais de facteurs sur lesquels il peut bien sûr influencer, mais qu'il ne contrôle plus. On peut en citer au moins trois : la fidélité de son appareil sécuritaire et plus généralement des élites russes ; les soutiens du « Sud global » et plus particulièrement de Pékin ; et la détermination des Occidentaux à gagner au plus vite.

Le chef du Kremlin a probablement perdu la guerre en Ukraine. Il l'a sans doute perdue dès le 24 février 2022 et, à mesure que le temps passe, il paraît de plus en plus évident qu'il ne pourra jamais la gagner. Même la menace de recourir à l'arme nucléaire a pris un sérieux coup dans l'aile après les événements du week-end dernier.

Comment peut-il être désormais sûr que l'armée le suivra jusqu'en enfer ? Vladimir Poutine n'est pas encore condamné. Un monde qui permet

la réhabilitation de Bachar el-Assad peut tout à fait permettre son maintien au pouvoir. Mais sa Russie ne sera plus jamais la même. Le tsar n'est plus. À l'instar de son obligé syrien, il n'est désormais qu'un demiurge du chaos qui ne (sur)vit que par et pour lui ●



REGARD D'EXPERT

UE : affaire Google, signe de force ou aveu de faiblesse ?

Parution dans l'Opinion le 15 juin 2023

Par **Bruno Alomar**



Bruno Alomar est diplômé de l'IEP de Paris, d'HEC et de l'Ecole de Guerre. Ancien élève de l'ENA, il est également titulaire d'un LLM de l'Université Libre de Bruxelles. Cet économiste français a travaillé au ministère des Finances et à la Commission européenne (en tant que haut fonctionnaire à la DG COMP, Direction générale de la concurrence) et a enseigné les questions européennes à Sciences Po Paris et à l'IHEDN. Auteur de La réforme ou l'insignifiance : dix ans pour sauver l'Union européenne (Ed. Ecole de Guerre - 2018), Bruno Alomar commente régulièrement l'actualité, et notamment les questions européennes, à travers des chroniques publiées dans divers médias français. Depuis 2020, il est également PDG de New Horizon Partners, une société spécialisée dans le conseil en relations publiques et communication.

En apparence, les jeux sont faits, et le mot a été prononcé : démantèlement. C'est l'interprétation usuelle qui a été faite de l'annonce le 14 juin par la Commission européenne de l'envoi d'une notification des griefs par laquelle il est reproché à Google un abus de position dominante, et de l'emploi de l'expression « remèdes structurels ».

Bien sûr, on pourrait rappeler qu'il ne s'agit pas d'une décision, mais d'une étape, dans une procédure au long cours. Google se fera fort de contrer les arguments de la Commission, promettant une bataille homérique, sous le regard sourcilieux d'un juge européen qui régulièrement annule en tout ou partie les décisions de la Commission.

Reste que parler de démantèlement, c'est médiatiquement frapper un grand coup. Car c'est faire référence à une bataille légendaire : le découpage de la Standard Oil. Plutôt qu'une preuve de force, il se pourrait, paradoxalement, que cette affaire — sur laquelle il est peu prudent de parler au fond — soit en réalité un aveu de faiblesse, à trois titres.

Aveu de faiblesse européen. L'Union européenne (UE) a depuis 2014 et la Commission Juncker fait du numérique une priorité. Mais les faits sont têtus : la tech américaine reste à la pointe de

l'innovation. Alors qu'un texte sur l'IA vient d'être présenté au Parlement, l'ancien secrétaire d'Etat français au Numérique en dénonce les limites. Au fond, toujours les mêmes : ne pas comprendre qu'il ne suffit pas de réguler ou sanctionner, tropismes européens fondamentaux. Et si on parle de Google aujourd'hui, l'une des questions du moment pour la Commission est d'ouvrir ou non une enquête sur les comportements de Microsoft dans le cloud.

Aveu de faiblesse pour ce qui concerne la sanction des pratiques anticoncurrentielles. L'abus d'abord. Car le grand fait de cette Commission, c'est d'avoir largement — contre l'avis des services de la concurrence — considéré que l'article 102 du traité, sur les abus et leur sanction ex-post, ne suffisait plus dans le numérique. C'est la raison pour laquelle un contrôle ex-ante (avec le Digital Mar-

kets Act) a été créé. Dans ce contexte, la tentation est forte pour Margrethe Vestager, la commissaire à la Concurrence, dès qu'elle le peut, de montrer qu'il faut encore compter avec elle et ses outils éprouvés, ici contre Google.

Aveu de faiblesse, enfin, de la part d'une Commissaire à la concurrence sortante face à ce qui restera la marque de cette Commission : la montée en puissance, menée par Thierry Breton, d'une vision française plus dirigiste, hostile à la politique de la concurrence. En est-il témoignage plus grand que la disparition désormais admise, programmée, du régime de contrôle des aides d'Etat ?

De tout ceci, une conclusion émerge : la Commission se « francise ». Elle fait moins de droit de la concurrence. Plus de politique de la concurrence. La nuance est essentielle ●



REGARD D'EXPERT

TOP 14 ou catastrophe ! Une finale animée par le président Macron

Par **Alexandre Rodrigues**



Après l'obtention d'une Licence en Management et Communication à l'Université Paris Nanterre, il s'oriente vers un Master Médias et Communication numérique à Paris II Panthéon-Assas où il développe ses compétences aux outils digitaux, à la mise en place de stratégies et plans de communication.

La finale très attendue du TOP 14 s'est déroulée au Stade de France samedi dernier, pour couronner le champion de la saison 2022-2023. Cette confrontation a opposé le Stade Toulousain face au Stade Rochelais.

Déjà vainqueurs de la coupe d'Europe fin mai, les Rochelais visaient un premier titre de Top 14, face à des Toulousains qui les avaient battus lors de leur première finale, il y a deux ans. Vincent Clerc, consultant France Télévisions, a souligné qu'il s'agissait des deux meilleures équipes du championnat, voire d'Europe.

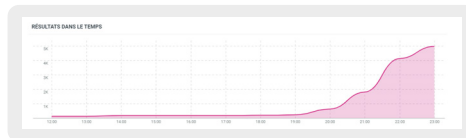
Un véritable spectacle où sport, politique et télé-réalité se sont entremêlés

Au cours de cette rencontre, devant 80 000 personnes présentes au Stade de France, le Stade Toulousain a arraché la victoire grâce à un essai marqué par le joueur Romain Ntamack, positionné en demi-ouverture. Cet essai a permis aux Toulousains de remporter leur 22ème bouclier de Brennus de leur histoire.

Plus de 3,53 millions de téléspectateurs étaient captivés par ce choc, atteignant un pic de 4,6 millions de téléspectateurs selon les chiffres de Médiamétrie. Depuis la finale Toulon-Castres en 2014, les chaînes de télévision France 2 et Canal+ n'avaient plus connu une telle audience, ravivant ainsi l'intérêt pour le rugby.

Dans l'espace numérique, la « Twittosphère » était en effervescence. Cette finale fut

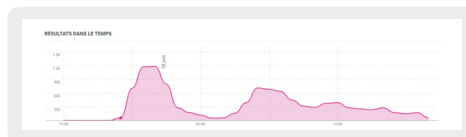
bien plus qu'un simple match de rugby entre deux équipes, car le président Emmanuel Macron était présent, se montrant plus actif que lors de la finale de la Coupe de France de football opposant le FC Nantes à Toulouse en avril dernier.



Résultats : 12 900 et Engagements : 121 300

Le président français a adopté deux positions opposées lors de ces deux finales. Le 29 avril, il avait décidé de ne pas échanger de poignées de main avec les joueurs sur le terrain, une coutume pourtant présidentielle. Il avait néanmoins encouragé les deux équipes depuis les tribunes. Pourquoi une telle décision ? Sa passivité lors de ce match peut être perçue comme une protection, dans le but d'éviter des échanges possiblement houleux dans un moment politique marqué par le mécontentement des français par rapport à la réforme des retraites.

Deux mois plus tard, le président change de stratégie et décide de fouler la pelouse afin de saluer chaque joueur des deux équipes. Pour ce match, les syndicats n'avaient d'ailleurs pas appelé les spectateurs à interpeller le chef de l'Etat contre la réforme des retraites. Ce qui n'a pas empêché des sifflements et huées dès son apparition. La question des réformes des retraites refait surface et est toujours à l'ordre du jour dans l'esprit des français. C'est une discussion continue sur les réseaux sociaux.



Résultats : 10 580 et Engagements : 41 011

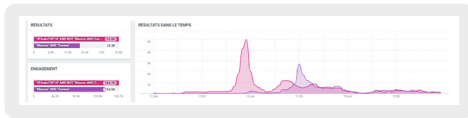
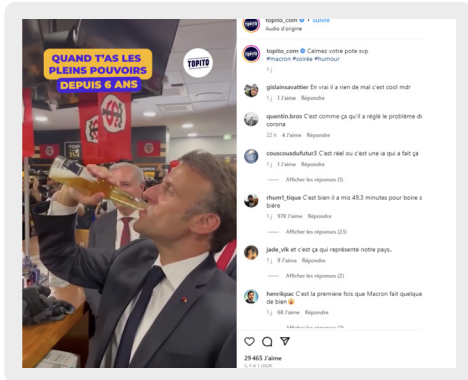
Après quelques poignées de mains échangées et quelques mots prononcés, le joueur Uini Atonio, Franco-néo-zélandais et pilier droit Rochelais, n'hésite pas à solliciter le Président pour accélérer le processus d'obtention de son passeport : « Salut Emmanuel, ça va ? Tu fais avancer mon passeport ? Tu fais accélérer pour mon passeport, hein ! » La réponse du Président est simple : « Allez bonne finale. » lui répond de manière concise le locataire de l'Elysée... Cette interaction a ravivé le sujet de l'immigration et du délai d'attente des documents d'identité pour les étrangers.





Autre moment marquant :

La présence du président après match dans le vestiaire des vainqueurs pour les féliciter. Dans une euphorie totale, le chef de l'État a bu cul sec une bouteille entière de bière Corona... appréciée selon la légende par un ancien président Jacques Chirac.



Résultats #FinalTOP14 : 33,8K et Engagements : 184,7K

Résultats Macron & Corona : 18,3K et Engagements : 154,6K

Ce moment n'a pas échappé à la «Twittosphère», qui s'est exprimée avec ferveur. Entre le hashtag #FinalTOP14 et le Fait Marquant

«Corona», l'analyse révèle que l'action entreprise par Macron suscite autant d'engagements que le #FinalTOP14 lui-même. Un coup de communication ou une simple maladresse ? Pour mémoire, lors de son passage à la télévision après la victoire des Bleus face au Maroc lors de la dernière Coupe du Monde, il a souligné : Il faut reconnaître que le Qatar l'organise très bien, cette Coupe du monde. Un passage relayé par les internautes qui ont rappelé au chef de l'Etat : plus de 6500 ouvriers décédés et un événement à impact écologique et environnemental désastreux.

La mise en scène de la « bière Corona » n'est en tout cas pas passée inaperçue. Sandrine Rousseau, élue EELV, a dénoncé «la toxicité de la masculinité dans le leadership» résumée en une image.



Certains considèrent le chef de l'État comme étant inconscient et irresponsable, car pour rappel : chaque année en France, plus de 40 000 personnes perdent la vie dû à l'alcoolémie. Le président voulait-il simplement célébrer ce moment de joie ? Souhaitait-il redorer son image par du «Buzz» ? Savait-il que cet acte allait être relayé

dans la sphère médiatique et digitale ? Entre mouvements féministes, partis politiques engagés et utilisateurs indignés, le Président a récolté une vague de commentaires négatifs.



Que nous enseigne cette finale du TOP 14 ?

Le rugby retrouve un nouvel élan et devient un sport de plus en plus médiatisé à l'approche de la Coupe du Monde 2023 en France. Cependant, un match ne dure que 80 minutes. La véritable vedette de la journée fut le président Macron. À travers ses apparitions, il a été confronté à des critiques constantes et à des répercussions négatives.

Le locataire de l'Élysée espérait-il que, grâce à une Corona, le pays oublie un temps la crise énergétique, le choc inflationniste et la réforme des retraites ? Lors de son discours du 17 novembre 2022 à Bangkok, le président français a estimé qu'il ne fallait pas « politiser le sport ». Samedi soir, Emmanuel Macron nous a démontré tout le contraire.

Le suspens plane sur la gestion prochaine du président de 2 événements majeurs : la Coupe du Monde de rugby dès septembre et les Jeux Olympiques de 2024. Dans le sport comme en politique, les retournements de situation et les revers font partie du jeu ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.